



Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !

LA FLAMME

N° 562 du
Vendredi
13 Sept.
2024

ORGANE POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE DU BENIN

Rédacteur en Chef : Denis SINDETE

Prix : 300 Fcfa

ISSN 1607-3266 La Flamme (Cotonou) 01 BP 2582 RP COTONOU (Rép. Bénin) Tel: 97263620 Facebook : La Flamme Siteweb: www.la-flamme.org

Dépôt légal N° 562

Abonnements : Mensuel : 1.500 FCFA - Trimestriel : 4.000 FCFA - Semestriel : 8.000 - Annuel : 15.000 FCFA

Abonnements de soutien : A partir de 400 FCFA / Parution

Lycée Pierre Manoël Talon



Une provocation et une honte nationale

Rentrée scolaire 2024-2025

L'école publique, toujours maintenue dans la ruine

13 septembre 2023

Il y a un an, le peuple a fait échec
à la campagne de limitation
des naissances

Page Inter

Aggravation de la crise en France

La 5e République est morte

Echos des Régions

EDITORIAL**Rentrée scolaire 2024-2025 : Deux options proposées au peuple et en déconnexion avec ses aspirations patriotiques. Tenez !**

D'un côté, vous avez une école où les classes sont pléthoriques. A plusieurs endroits, les élèves s'asseyent par terre pendant les classes. Des fois quand il pleut, c'est sous la pluie que grelotant, ils essaient de prendre les cours. Le manque d'enseignants en nombre et en qualité est criard. A l'université, il manque des centaines de professeurs. Les laboratoires sont inexistantes. Pas de salles informatiques, sans parler de connexion internet. Au bout, vous avez des échecs massifs et le peu de diplômés qui s'en sortent se retrouvent sans emploi ou dans la précarité. En clair, une école en ruine, déconnectée des réalités béninoises et sans perspective d'avenir.

En face, le couple présidentiel propose une école dite d'excellence où dans des infrastructures modernes et des équipements de dernière génération (piscines, terrain de football, laboratoires, salles d'informatique, de loisirs et de sport), l'on dispense avec des enseignants importés le programme officiel français. Cette école est précisée sous orientation AEF (Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger).

En gros comme il apparaît, l'école coloniale est morte et le couple Talon et son clan veulent nous ramener au système néocolonial élitiste, lui également déconnecté des réalités du Bénin. Ils sont complètement dépassés et donc à contrecourant de l'histoire. La solution appropriée ne peut venir d'eux. Le peuple avise déjà avec ce qui est en œuvre et les réactions invitant au patriotisme l'attestent.

La Rédaction

ACTUALITE POLITIQUE**LE LYCEE PIERRE MANOEL TALON
UNE PROVOCATION ET UNE HONTE NATIONALE**

Le 02 septembre 2024, a été ouvert à Cotonou, un lycée international français moderne du nom de « Lycée Pierre Manoël Talon ». Sur le site de présentation de cet établissement, on peut lire : « Situé au Bénin, à Cotonou, dans le quartier de Fidjrossè, cet établissement d'excellence dispense le programme officiel français et est accompagné vers l'homologation de l'AEFE (Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger). Pierre Manoël a une capacité d'accueil d'environ 1.200 élèves de la petite section de maternelle à la terminale. L'établissement se déploie sur un vaste domaine et est structuré en cinq pôles éducatifs – maternelle, élémentaire, collège, lycée et sport - articulés autour d'une administration centrale. Il met par ailleurs une cantine scolaire à disposition.

Ces installations modernes constituent un cadre éducatif exceptionnel propice à l'épanouissement des élèves. » Il faut ajouter qu'il y a 2 piscines, un terrain de football, des laboratoires, des salles d'informatique, et de nombreuses salles de loisirs et de sport. Les frais de scolarité se présentent comme suit : « Maternelle : 2.422.000f CFA, Primaire : 2.508.000f CFA, Collège : 3.320.000f CFA, Lycée : 3.815.000 f CFA. Ce lycée qu'on dit de référence, appartient à la fondation Claudine Talon, propriété de madame Claudine Talon, l'épouse du chef de l'Etat et « 1^{ère} dame du Bénin ». Notons que le lycée a été construit sur un domaine anciennement propriété de l'OPT (Office des Postes et Télécommunications) et désormais, propriété de l'Etat. Toutes ces informations entraînent plusieurs remarques.

1- En général, quand on donne le nom de quelqu'un à un monument, un établissement, une rue, etc., c'est parce qu'on veut valoriser sa mémoire, célébrer ses réalisations et le montrer comme exemple à suivre pour les générations futures. Il en est ainsi du Lycée Béhanzin de Porto-Novo, du Lycée Mathieu BOUKE de Parakou, ou du Lycée Technique Coulibaly de Cotonou. Tout le monde sait que l'ancêtre du clan Talon, Pierre Manoël Talon était un esclavagiste notoire. Que veut-on donc vendre à la jeunesse en donnant ce nom à ce lycée ? On sait que partout où il passe, Patrice Talon demande d'oublier le passé et de cesser de pleurnicher sur les blessures du passé en se concentrant sur le présent. Dans le cas présent, on peut constater que non seulement son clan n'oublie pas le passé, mais il fait l'éloge et célèbre un des oppresseurs de notre peuple. La décence aurait exigé un profil bas, mais c'est trop demander à ce clan arrogant, vorace et sans limite.

2- Le lycée Pierre Manoël Talon est situé sur un terrain appartenant à l'Etat. En tant que Fondation de la femme du chef de l'Etat, on suppose que cette dernière n'a pas eu beaucoup de difficultés pour en obtenir la jouissance. On se rappelle qu'après l'arrivée de Patrice Talon au pouvoir, il s'est approprié en déclarant l'avoir acheté, le domicile de fonction du ministre des affaires étrangères et l'a transformé en sa maison privée. D'autre part, des rumeurs circulent indiquant que le fils du Président Talon installerait prochainement le siège du groupe Talon sur un domaine de la marine nationale du côté du port autonome de Cotonou. Comme on peut le constater, le Bénin est devenu pour le clan Talon, comme un gibier qu'on se partage après la chasse ; le père prend la tête, la maman les entrailles et le fils les pattes. Tout ceci apparaît de plus en plus comme une véritable provocation envers le peuple béninois.

3- Selon la présentation faite du lycée, ce dernier a deux piscines, des laboratoires, des salles informatiques, un stade de football, etc. Pour l'encadrement des élèves, il est prévu un minimum d'élèves par classe. Remarquons que dans toute la ville de Cotonou, il n'y a pas de piscine publique. Au niveau du pays, les classes sont pléthoriques. A plusieurs endroits, les élèves s'asseyent par terre pendant les classes. Des fois quand il pleut, c'est sous la pluie que grelotant, ils essaient de prendre les cours. Le manque d'enseignants en nombre et en qualité est criard. A l'université, il manque des centaines de professeurs. Les laboratoires sont inexistantes. Pas de salles d'informatiques, sans parler de connexion internet. Pendant ce temps, le lycée appartenant au clan du Président Talon, qui sait que pour

travailler dans de bonnes conditions tout cela est nécessaire, a les équipements de dernière génération.

4- Le Président de la République et chef du gouvernement Patrice Talon, fixe la rentrée des classes au 16 septembre 2024. Le lycée français dit de référence Pierre Manoël Talon fait sa rentrée le 2 septembre 2024, le même jour qu'en France. Normalement, la référence, c'est la locomotive qui tire et que tout le monde suit. C'est le modèle auquel tout le monde aspire. Si on comprend bien, plus de 60 ans après les indépendances, c'est à un retour sans détour au système colonial que le clan Talon nous propose ! C'est-à-dire un système qui est destiné à former dans notre pays, une élite déracinée, complexée vis à vis du colon, mais arrogante vis à vis du peuple.

Et tout ceci se passe à un moment où les peuples africains prennent conscience de leur situation et sont de plus en plus décidés à en découdre avec leurs oppresseurs ! Ici, on nage dans la honte et le déshonneur. Voilà pourquoi sur le site numérique de l'établissement, et à l'adresse du couple présidentiel promoteur, on peut trouver ce commentaire d'un internaute : « **Au lieu de réformer l'éducation nationale et de donner une éducation patriotique africaine à nos enfants, c'est singer les blancs qui vous intéresse. Pitoyable.** »

Quant au peuple béninois, il donnera à coup sûr une réponse appropriée à toutes ses provocations et à cette honte que répand ce clan sur la patrie.

Brieux.

13 Septembre 2023

Il y a un an, le peuple béninois a fait échec à la campagne de limitation des naissances

Le 03 mai 2023, le gouvernement de la rupture a pris en conseil des ministres, la décision d'organiser des assises nationales sur la croissance démographique dans notre pays pour décider le nombre moyen d'enfant à faire par femme.

Quelques jours avant cette décision, Patrice Talon avait déjà déclaré que tous les moyens y compris mêmes les moyens coercitifs seront utilisés pour limiter les naissances au Bénin.

A travers cette décision, le gouvernement de Patrice Talon a même annoncé avoir retenu 1200 délégués pour ses assises dont la tenue est fixée courant le mois de septembre 2023.

Tout est alors fin prêt pour valider ce projet mafieux financé par les puissances impérialistes à travers SWEED pour la limitation des naissances. Un financement de 50 millions \$ était alloué à cet effet.

Mais c'est sans compter avec la résistance du peuple béninois qui considère ce projet comme une provocation directe. Des personnalités, associations et groupes d'opinions religieuses et civiles divers se sont exprimés sur la question pour son rejet.

C'est sur cette base que l'Institut International de Recherche et de Formation (INIREF) a lancé au peuple béninois un appel pour la tenue d'une « contre-assise », un forum populaire doublé d'un colloque qui a fondé scientifiquement le rejet exprimé par

les masses populaires contre ce projet funeste du gouvernement. C'était le 13 septembre 2023 aux Champs d'Oiseaux de Cotonou sous le thème : Démographie en Afrique et au Bénin, Enjeux Planétaire et Perspective. » Il a connu un succès historique avec la présence effective de toutes les couches sociales profondes de notre pays notamment : les Rois, les dignitaires traditionnels ; les femmes, la jeunesse et les travailleurs. Etaient aussi présents, des personnalités, des professeurs d'universités, les journalistes sans les organisations de la société civile, etc.

Les sous thèmes développés par les communicateurs ont mis à nu les mensonges et les vraies raisons qui se cachent derrière cette campagne de limitation de naissance décidée par Patrice Talon et son clan.

Le contenu scientifique qu'a donné ce forum, a renforcé le peuple dans sa position de rejet et a aiguisé sa résistance. L'éveil de conscience populaire devenu inébranlable a provoqué une panique générale au sein de gouvernement et son recul : les assises sont renvoyées en décembre 2023 et puis sine die.

Le peuple par sa mobilisation a fait échec au projet funeste de limitation forcée des naissances. Mais le pouvoir de Talon ne renonce pas à sa politique de limitation des naissances par des moyens divers, soutenus par des organismes impérialistes tels SWEDD, USAID, ABPF, etc. Le peuple éveillé doit donc s'organiser davantage pour faire échec définitivement à cette politique impérialiste quelle que soit la forme sous laquelle elle se présente.

Togbédji



CONFEDERATION SYNDICALE DES TRAVAILLEURS DU BENIN (CSTB)

03 B.P. 932 Cotonou

Tél. : (00229)67-08-61-14 (00229)95-22-48-34 (00229)64-58-00-86

Email : cstbsn@yahoo.fr / Siteweb :

www.cstbbenin.bj

COMPTE RENDU DE LA PREMIÈRE SESSION EXTRAORDINAIRE DE LA COMMISSION NATIONALE DE NÉGOCIATIONS COLLECTIVES GOUVERNEMENT, CONFÉDÉRATIONS SYNDICALES DES TRAVAILLEURS ET DU PATRONAT

Comme annoncé pour se tenir ce mardi 10 septembre 2024, la session extraordinaire de la Commission Nationale de Négociations collectives gouvernement/ centrales et Confédérations syndicales des travailleurs et du patronat s'est effectivement réunie à la salle de conférence du ministère du travail et de la fonction publique.

A cette session extraordinaire, la délégation gouvernementale était composée du Ministre d'État Abdoulaye Bio TCHANE, président de la Commission, des représentants des trois ministères de l'éducation nationale, du représentant du MEF, du représentant de la présidence de la République et du MTFP, accompagnés de quelques directeurs et cadres techniques.

Du côté des représentants des travailleurs on avait :

- le SG de la CSTB Nagnini KASSA MAMPO, accompagné de Frédéric PRODJINOTO Secrétaire Administratif de la CSTB ;
- le SGA de la CSA Bénin Richard d'ALMEIDA, accompagné de Richard AHOUANSOU ;
- le SG Codjo HINLIN de la COSI BENIN, accompagné de Denis AKPOVO.

A l'ouverture de cette rencontre, le président Abdoulaye Bio TCHANE a montré dans son discours d'ouverture que le gouvernement de la rupture a fait des efforts pour le bon fonctionnement du système éducatif et c'est ce qui justifie, selon lui, les bons résultats aux différents examens du CEP, du BEPC et du BAC de l'année scolaire 2023-2024. Il a fini par déclarer qu'ils ont pris déjà des dispositions pour que cette année scolaire 2024-2025 qui démarre, se déroule bien avant d'annoncer l'ordre du jour qui s'articule autour de deux points :

1-Diligences effectuées par le gouvernement dans le cadre de la rentrée scolaire et universitaire 2024-2025;

2- Question diverses.

Après sa déclaration, le SG Nagnini KASSA MAMPO de la CSTB a pris la parole pour faire une déclaration au sujet des préparatifs de la rentrée scolaire et universitaire. Dans un premier temps il a montré que contrairement à la déclaration du ministre d'État Abdoulaye Bio TCHANE qui a déclaré qu'il y a une bonne ambiance de collaboration entre le gouvernement et les syndicats des travailleurs, il a montré que les rapports entre le gouvernement et les syndicats des travailleurs sont chaotiques et cela va de mal en pire car depuis les événements de la célébration du 1er mai dernier où des travailleurs, y compris, des responsables syndicaux avaient été gazés, arrêtés, d'autres kidnappés et emprisonnés. Il a montré qu'avec le kidnapping de Steve AMOUSSOU au Togo finalement confié à la justice béninoise par ses ravisseurs en violation flagrante de la loi, les travailleurs et les autres citoyens béninois ne se sentent plus en sécurité car le kidnapping est devenu un moyen judiciaire "officiel" au Bénin. Le SG de la CSTB a élevé une vive protestation contre le gouvernement qui excelle au grand dam de tous dans des pratiques illégales et inhumaines.

Dans un second temps, le SG /CSTB a montré qu'en principe avant de dire que toutes les dispositions nécessaires sont déjà prises pour une bonne rentrée scolaire et universitaire, il fallait d'abord montrer par sous-secteur que le besoin en enseignants est réglé. Or, ce n'est pas le cas. Il a montré qu'à l'UAC, par exemple, il faut 3200 enseignants alors que cette université n'a même pas 800 enseignants actuellement. La situation est aussi criarde dans les trois autres universités publiques. Cela veut dire tout simplement que les conditions ne sont pas remplies pour qu'on applique le système LMD. D'où les résultats catastrophiques qu'on enregistre chaque année. Jusqu'à ce jour, le gouvernement continue d'annoncer le recrutement d'enseignants au supérieur promis depuis plusieurs années sans le faire. Entre autres problèmes du supérieur, il a également soulevé le non-paiement et la nécessité du relèvement de la prime de publication. A l'enseignement secondaire, les mutations sont sorties

tardivement et cela complique la vie aux enseignants qui doivent faire le transfert compliqué par educ-master pour leurs enfants. La fameuse mensualisation des maigres primes de rentrées (environ 109000f qu'on veut payer en 12 mois) continue de fâcher les enseignants du primaire et du secondaire. Ce saucissonnage des primes a été dénoncé par le SG KASSA MAMPO car, c'est le fait de les prendre en bloc qui permettait aux enseignants de régler quelques problèmes pour la rentrée de leurs enfants. Il est revenu sur les divers problèmes de l'école pour faire constater qu'aucune disposition n'est encore prise pour leur résolution. En réalité le gouvernement n'est pas prêt pour un bon démarrage de la rentrée scolaire et universitaire 2024-2025 car, les problèmes du manque criard de manuels scolaires et de cahiers d'activités du CI au CM2 ne sont pas encore réglés. Le fameux reversement des AME promis par le gouvernement depuis 2022 continue d'être à l'étape de promesses et d'études. Certaines revendications demeurent sans suite favorable à savoir par exemples :

- le retour de certains enseignants en formation ;
- le déblocage de l'échelon 11;
- les 4 ans du CDD des promotions 2014 et 2016 non pris en compte ;
- la reconstitution de la carrière des 305 enseignants réintégrés ;
- le redéploiement total des 175 AME réintégrés ;
- pour les primes de rentrée de l'année scolaire 2023-2024, bon nombre d'enseignants omis n'ont pas été payés à ce jour ;
- le problème des éducateurs et éducatrices détenteur de BEPC.;
- etc.

Le ministre des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation professionnelle a promis de régler le plus vite possible le problème de réduction du nombre d'animateurs Pédagogiques(AP) des lycées et collèges dénoncé par le SG KASSA MAMPO.

Notons que dans cette commission, le patronat ne fait que défendre le gouvernement contre les travailleurs. Ce que la SG Nagnini KASSA MAMPO n'a pas manqué de dénoncer. Il a même demandé de sortir les représentants du patronat car ils ne font que soutenir le gouvernement contre les travailleurs même du privé.

En divers, le SG de la CSTB a invité le président de la commission à faire envoyer à l'avance aux représentants notamment des travailleurs, les documents à étudier avant la tenue de la session afin de leur permettre de vérifier tout ce qui y est mentionné. Notons que le SG KASSA MAMPO a parfois été soutenu sur certains points par son collègue de la COSI BENIN et vice versa.

Position de la CSTB

La CSTB constate, une fois encore, que les réels problèmes de l'école et des enseignants sont restés sans satisfaction alors que le gouvernement dit qu'il est prêt pour une bonne rentrée scolaire et universitaire.

La CSTB invite donc les enseignants et les autres acteurs de l'école, une fois encore, à une plus forte mobilisation afin que le gouvernement soit obligé de régler leurs problèmes car **seule la lutte paie** surtout sous ce gouvernement de la rupture.

Cotonou, le 10 septembre 2024

Le rapporteur

Frédéric PRODJINOTO

HISTOIRE, TRADITION ET DEVELOPPEMENT

12 septembre 2024 « Amilcar Cabral aurait 100 ans ».

LU POUR VOUS

« Amilcar Cabral aurait eu 100 ans hommage au géant
penseur de la révolution africaine

Amilcar Cabral (12 septembre 1924 – 20 janvier 1973 à Bafata), dont le pseudonyme est Abel Djassi, est le fondateur du PAIGC, Parti Africain pour l'Indépendance de Guinée-Bissau et des Îles du Cap-Vert, (Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde).

Révolté par l'oppression coloniale fasciste portugaise, notamment les famines successives qui avaient provoqué 50 000 morts entre 1941 et 1948 au Cap-Vert, Amilcar Cabral choisit de faire des études d'agronomie dans l'optique d'aider les paysans et fait ses études d'ingénieur agricole à Lisbonne capitale du Portugal jusqu'en 1952.

Il y rencontre des étudiants militants de la libération des colonies africaines de l'impérialisme portugais. Avec ces militants de la lutte indépendantiste en Afrique lusophone, occidentale et australe, tels Agostinho Neto (MPLA), Eduardo Mondlane du FRELIMO, etc., ensemble ils créent clandestinement le Centro de Estudos Africanos pour promouvoir la culture des peuples noirs colonisés et collaborent avec le Parti Communiste Portugais (PCP) (également clandestin).

Ces futurs leaders se forment au communisme scientifique et décident de fonder les mouvements de libération anti-coloniale de leurs pays respectifs.

Cabral décide de renoncer à un poste de chercheur à la station agronomique de Lisbonne (Portugal) pour un emploi d'ingénieur de deuxième classe en Guinée où il est chargé du recensement agricole qui lui permet de cerner les nationalités et les classes sociales qui composent la Guinée.

En 1954, il met en place sous couvert d'activités culturelles et sportives une organisation politique nationaliste à Bissau. Cette association est interdite par les colonialistes portugais et Cabral est expulsé de son propre pays pour se retrouver en Angola où il mène des missions pour des entreprises agricoles.

Ces enquêtes et études du paysannat sous le colonialisme lui permettent d'appliquer le matérialisme dialectique et historique et d'élaborer sa propre analyse de la société coloniale en adaptant le communisme scientifique aux réalités africaines.

En 1956, étant autorisé à revenir en Guinée Bissau une fois par an, il fonde le PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et des îles du Cap-vert) dans la clandestinité et Cabral en est désigné secrétaire général.

Après le massacre colonial fasciste de la grève des dockers en 1959, le PAIGC opte en 1963 pour la lutte armée et se bat contre l'armée portugaise sur plusieurs fronts à partir des pays voisins, la Guinée Conakry et la Casamance, province du Sénégal.

Le PAIGC contrôle assez rapidement 50 % du territoire en 1966 et 70 % à partir de 1968 et met en place une organisation politico-administrative dans les régions libérées dont les caractéristiques sont exposées ainsi par Cabral : « La dynamique de la lutte exige la pratique de la démocratie, de la critique et de l'autocritique, la participation croissante de la population à la gestion de leur vie, l'alphabétisation, la création d'écoles et de services sanitaires, la formation de cadres issus des milieux paysans et ouvriers, et bien d'autres réalisations qui impliquent une véritable marche forcée de la société sur la route du progrès culturel. Cela montre que la lutte de libération n'est pas qu'un fait culturel, elle est aussi un facteur culturel ».

Cabral élabore une analyse détaillée des réalités nationales et des contradictions des sociétés guinéenne et cap-verdienne pour déterminer les groupes nationaux et sociaux qui sont les plus à même de s'engager dans la lutte contre le colonialisme.

En 1961, il représente au Caire lors de la troisième Conférence des peuples africains les mouvements de libération des pays colonisés par le Portugal fasciste.

Il y expose, partant de la formule de Lénine de « l'analyse concrète de chaque situation concrète », que la lutte doit « Renforcer les moyens d'action..., développer les moyens efficaces et en créer d'autres, sur la base de la connaissance de la réalité concrète de l'Afrique et de chaque pays africain, et du contenu universel des expériences acquises dans d'autres milieux et par d'autres peuples ».

Cabral enseigne qu'il faut étudier les nationalités et les classes sociales à partir du fait que « les gens ne se battent pas pour des idéaux ou pour ce qui ne les intéressent pas directement. Les gens se battent pour des choses concrètes pour de meilleures conditions de vies dans la paix et pour l'avenir de leurs enfants. La liberté, la fraternité et l'égalité sont des mots vides de sens s'ils ne signifient pas une véritable amélioration de la vie des gens qui se battent ».

Cabral allie lutte idéologique et politico-militaire à la lutte diplomatique pour faire reconnaître la lutte de libération anti-coloniale à l'échelle internationale. En 1972, l'ONU reconnaît le PAIGC comme « véritable et légitime représentant des peuples de la Guinée et du Cap-Vert ».

Cabral fut aussi « l'ambassadeur porte-parole » des mouvements de libération nationale des colonies portugaises dans les différents forums à l'échelle africaine et internationale. Il en fut le leader incontesté notamment à la conférence de la Tricontinentale où il prit la parole le 6 janvier 1966 à Cuba pour y exposer sa théorie révolutionnaire de l'émancipation nationale et sociale africaine : « *Nous ne luttons pas simplement pour mettre un drapeau dans notre pays et pour avoir un hymne*

mais pour que plus jamais nos peuples ne soient exploités, pas seulement par les impérialistes, pas seulement par les Européens, pas seulement par les gens de peau blanche, parce que nous ne confondons pas l'exploitation ou les facteurs d'exploitation avec la couleur de peau des hommes; nous ne voulons plus d'exploitation chez nous, même pas par des Noirs ».

Reconnaissant à la fois le rôle internationaliste de Cuba et panafricain de l'Algérie indépendante pour sa solidarité active avec tous les mouvements de libération en Afrique, il a déclaré : *« Les chrétiens vont au Vatican, les musulmans à la Mecque et les révolutionnaires à Alger. »*

Malheureusement Amilcar Cabral est assassiné le 20 janvier 1973 à Conakry par le colonialisme portugais qui a utilisé des agents renégats infiltrés dans la branche militaire du PAIGC pour commettre ce forfait empêchant ainsi le vrai père de l'indépendance de vivre la proclamation le 10 septembre 1974 de la naissance de l'État de Guinée-Bissau et du Cap-Vert.

Héros et martyr de la première phase de la libération africaine, Cabral doit inspirer la génération actuelle des lutteurs de l'actuelle seconde phase de l'émancipation nationale, panafricaine et sociale des peuples d'Afrique. »

Fernent

06/09/24.

Culture

Gaani 2024

Message de l'INIREF



INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET DE FORMATION (INIREF)
01 B.P. 2740 Cotonou (RB) Tél. (229) 95 45 13 55 / 95.85.37.44 Fax : (229) 21.38.
02.75 - e-mail : inirefbenin@yahoo.fr 97/356/MISAT/DC/DAI/SAAP-Assoc du 13/10/97
- JORB N° 24 du 15/12/971946/MECCAG-PDPE/DC/SG/DPRPIB/SCA ONG DU
05 / 08/ 99319/MAEC/DC/SG/DOI/SS/ ONG DU 05/08/99 324/MCRI-
SCBE/CC/SG/DBEVA/SA DU 16/9/03COMPTE BANCAIRE : 1206950002 BOA-
BENIN

Le Président

A

Son Altesse Impériale SERO TOROU TOUKOSSARI

Leurs Majestés, Rois et Reines, Membres de la Cour impériale

Leurs excellences Chefs de terre et Dignitaires de l'Empire de

Nikki

MESSAGE A L'OCCASION DE LA CELEBRATION DE LA GAANI 2024

Altesse, Majestés et Excellences,

Au nom du Conseil d'Administration de l'Institut International de Recherche et de Formation (IN.I.RE.F), je rends hommage à l'Empereur, aux Rois et Reines et aux Chefs de terre.

Aujourd'hui, à nouveau, les Rois et Reines, les Chefs de terre et autres Dignitaires, ainsi que toutes les couches populaires, de l'empire Wasangari de Nikki, ont entouré leur Empereur pour célébrer la GAANI, une manifestation qui réunit à la fois les fonctions rituelle, administrative et festive.

Permettez-moi, d'entrée de jeu, de féliciter Son Altesse et sa Cour pour leur attachement sans faille à la tradition ancestrale

et de souhaiter pleins succès à toute la commémoration. Nous nous réjouissons avec votre Altesse des réformes entreprises, notamment celle de la restauration des noms traditionnels identitaires de l'aire culturelle Batoonu-Boo.

Altesse, Majestés, Excellences,

Comme nous le constatons tous, la GAANI 2024 se déroule dans un contexte politico-social complexe où :

1- Votre Altesse, leurs Majestés et Excellences, Rois et Chefs de terre, vont officier les festivités commémoratives dans une ambiance de cherté de la vie et de la faim pour la grande majorité de la population.

2- La GAANI 2024 se déroule dans un climat où tout votre empire historique se trouve en insécurité du fait de la présence des troupes militaires étrangères, notamment françaises dont on sait, par l'expérience des peuples frères du Sahel qu'elles couvrent les terroristes et djihadistes. Le gouvernement aura ramené ainsi sur notre sol les descendants de ces troupes qui ont assassiné SAKA Yérima et décapité BIO GUERRA, gazé KABA et ses compagnons dans la grotte de Datawori.

3- Cette commémoration se tient également dans un contexte

4- où se pose la question de la satisfaction de vos préoccupations exprimées depuis la concertation des Rois de tout le pays à Nikki le 15 juillet 2017. Je voudrais rappeler que cette Concertation a clairement demandé votre représentation au Parlement du pays dans une Chambre des Rois et Dignitaires (genre Sénat) ainsi que l'Institution d'une juridiction rationnelle de la base jusqu'à une Cour Suprême. C'est d'ailleurs les seules dispositions nécessaires pour jouer le rôle reconnu de gardien des us et coutumes positives de notre pays.

5- Vous avez également de façon conséquente avec tous les Rois réunis à cette concertation du 15 juillet 2017 à Nikki souligné **« qu'il apparaît nécessaire pour le peuple de s'asseoir. Que toutes les filles et fils du Bénin acceptent de s'asseoir ensemble, se parler selon nos traditions coutumières "sous l'arbre à palabre". Oui, une assise nationale, des Etats Généraux du peuple, s'avère nécessaire pour revoir les bases de notre vivre ensemble... »**

Je voudrais me réjouir que cette nécessité gagne beaucoup d'esprits : Ainsi le Front Patriotique réunissant des organisations combattives de toutes les couches populaires de notre pays le 17 août 2024 a appelé à se lever pour la réunion d'une Nouvelle Conférence nationale.

Altesse, Majestés et Excellences, voilà autant de défis à relever pour l'avancée de notre pays. Dignes héritiers de SAKA Yérima, Bio Guerra, Kaba et des autres Héros, je ne doute pas un seul instant que Vous serez aux côtés du peuple par vos prières et bénédictions.

C'est sur ces mots d'exhortation que je vous souhaite une très bonne fête de la GAANI sous la bénédiction et la protection des Mânes de nos Ancêtres.

BONNE FETE DE LA GAANI 2024

Cotonou, le 14 septembre 2024

Houngpati B. C. CAPO

SPORTS

Les raisons du déclassement du stade de l'amitié de Kouhounou par la CAF : Où sont donc passés les 14 milliards ?

NDLR : Dans le document de la CAF ci-dessous « Lu Pour Vous », sont relevées « toutes les défaillances notées et demandes d'améliorations de la CAF pour le Stade. »

Au vu de tout ce qui est énuméré par la CAF pour réhabiliter le stade de Kouhounou malgré tout l'argent que la propagande du gouvernement dit y avoir mis pour sa modernisation, il faut que le régime de Talon nous dise réellement ce qu'il en est des prétendus 14 milliards FCFA utilisés pour la réfection du stade. Cela fait longtemps que le peuple exige et veut connaître ce qui en est des dessous des 14 milliards.

Lu Pour Vous

« Benin - Stade de L'Amitié Général Mathieu Kérékou - Demande d'améliorations: Voici toutes les défaillances notées et demandes d'améliorations de la CAF pour le Stade.

Cher Secrétaire Général,

Référence à l'utilisation du Stade de L'Amitié Général Mathieu Kérékou à Cotonou lors des derniers matches des compétitions de la CAF, nous aimerions attirer votre attention sur le fait que des infractions ont été relevées dans le centre de commandement des matches de la CAF (MCC) et signalées par les officiels de match désignés par la CAF.

L'un des problèmes majeurs est la qualité du gazon naturel sur le terrain dans l'aire de jeu, qui nécessite une attention et un traitement particulier. De plus, l'équipement dans les vestiaires, les installations médicales, la salle de conférence de presse et la tribune des médias sont quelques-uns des autres zones qui ne sont pas conformes aux normes requises pour accueillir des matches internationaux seniors de la CAF/FIFA.

La CAF a également reçu des informations selon lesquelles des travaux de construction sont en cours autour du stade, et cela a un impact négatif sur l'organisation du match de la CAF. Par conséquent, les autorités locales sont priées de veiller à ce que les travaux soient achevés dans les plus brefs délais et n'affectent pas les opérations de match dans les compétitions de la CAF.

Veuillez trouver ci-joint en Annexe A, les commentaires et remarques sur le stade à traiter dans la période à venir, afin de s'assurer que le stade soit définitivement approuvé pour les compétitions de la CAF.

À la suite de la conclusion des travaux, à votre demande, la CAF procédera à une inspection indépendante pour réévaluer la conformité du stade pour les prochains matches internationaux A de la CAF. Pendant cette période de travaux de rénovation du stade, veuillez noter que la CAF n'approuvera pas l'utilisation du stade pour les matches internationaux seniors CAF/FIFA.

A titre indicatif, le document « Règlement sur les stades de la CAF (édition 2022) » ci-joint est un document complet qui comprend les besoins d'un stade et définit les exigences minimales à remplir pour qu'un stade soit homologué pour chaque compétition de la CAF.

Nous apprécions votre contribution en nous aidant à élever le niveau du football africain avec des installations améliorées alors que nous continuons à être exposés à un public mondial... »

Ainsi, la CAF a relevé 20 points de remarques à corriger pour rendre le stade de l'amitié de Kouhounou conforme aux normes requises. Voilà qui donne raison à la question de savoir où sont donc passés les 14 milliards ? Le pouvoir de Talon ne répond pas à cette question qui demeure.

Martial.

Echos des Régions

L'asphaltage à mi-chemin à Natitingou n'a pas réglé le problème d'enclavement de cette ville.

L'asphaltage créé à corps et à cri par les autorités et certaines presses de Natitingou est loin de la métamorphoser. Natitingou jusque-là est enclavée et certains quartiers sont inaccessibles de par la défectuosité criarde des principaux axes qui les traversent. Prenons par exemple le quartier YOKOSSI : La von en face de la place de l'indépendance ex CPR, un ancien goudron entre la perception et l'hôpital de zone. Cette von qui devait traverser le marigot Fourigninkèrè est perdue entre les concessions. Elle n'a pas pu relier la von à l'intérieur de YOKOSSI qui borde le Bar-Village. Ce quartier est totalement enclavé. Toujours dans le même quartier, la von face à la boutique Quidata et qui borde Ora-banque est non carrossable. N'oublions pas la voie qui part de la Radio NANTO FM et qui relie l'ancienne voie des Eaux et Forêts. Il s'agit ici des voies impraticables surtout en ces temps de pluies. Il en est de même dans les autres quartiers tels que: Kantaborifa, Winkè, Tchirimina, Sossouna, Ouroubouga, Dassagaté, etc...

En réalité les populations de Natitingou vivent le véritable calvaire et il est difficile aux femmes d'accéder facilement au marché central. En général la fluidité et la mobilité de la circulation dans la ville posent d'énormes problèmes aux différents usagers. Les 13 km d'asphaltage réalisés à Natitingou ne sont pas perceptibles et ne sauraient transformer Natitingou en une ville métamorphosée. Encore que l'éternelle voie de contournement et le projet d'assainissement demeurent un inconnu. Le Maire TATE doit prendre des mesures idoines et urgentes pour l'exécution effective de ses différents travaux pour soulager la peine de ses administrés qui vivent toujours dans la misère. De toutes les façons les populations de Natitingou vivent mal et ne réclament que le minimum social. C'est pourquoi la Section APP Atacora exprime son indignation face à cette situation de mauvaise volonté de la part des autorités communales et du gouvernement de Talon. Elle exige l'achèvement de tous les travaux entrant dans le cadre de désenclavement de la ville de Natitingou pour une meilleure circulation des personnes et des biens à l'intérieur de la commune.

La Section APP Atacora.

Extrait de La Voix de l'Atacora N°32 du 02 septembre 2024,
Organe d'information bimensuel de l'APP/ATACORA

Escroquerie des zemidjan sur instruction du Maire d'Abomey-Calavi Angelo AHOUEANDJINOU : Un Zém proteste.

A la veille de la fête de l'indépendance du 1er août 2024, le soi-disant Zemidjan Barthélémy DEGUENONGBO est passé sur plusieurs parcs des zemidjans annoncer à ses collègues que le

Maire Angelo AHOUANDJINOU aurait besoin de 2000 Zemidjan pour le défilé. Pour cela, ils auront en récompense des tenues de Zém et des casques. Tout de suite, certains zemidjans se sont intéressés à ça. Le sieur Barthélémy DEGUENONGBO a informé que la participation au défilé est subordonnée à une souscription obligatoire. Ainsi, il a fait souscrire les gens sur différents carrefours à savoir : Carrefour Centre de santé de Womey 200F par Zém. A ce niveau, il a réussi à collecter ce montant auprès de 16 zemidjans ; ce qui revient à 3.200F. A Cocotomey, il a obtenu par zemidjan 500 FCA et ceci auprès 60 conducteurs ; ce qui donne un montant de 3000 FCFA. Au carrefour Yenandjro sous les pylônes, il a souscrit avec quelques-uns de ses acolytes plus de 5000 FCFA. De même, à Bakhita précisément au carrefour Djenontin, c'est plus de 1000F qu'il a collecté. C'est à dire qu'à chaque carrefour, lui et ses acolytes mafieux inventent selon l'ambiance le montant. Le 31 juillet, il donna rendez-vous à ceux auprès de qui il a collecté les sous à la mairie pour la distribution des tenues et de casques comme promis. Mais arrivé sur les lieux, ils constateraient comme c'est une véritable arnaque. Il s'agira plutôt d'une publicité de Moov. Pour camoufler un peu les choses, il a distribué autour de 19h quelques tenues à certains qui étaient restés. Ensuite, il les invite sur le 8 août 2024 pour prendre les droits taxis. À ce jour, personne n'a reçu ni casque ni tenue en dehors de ce qui est distribué le 31 juillet. Lorsque les gens révoltés interrogent Barthélémy DEGUENONGBO, il répond que : << C'est le minimum pour nous en tant que syndicalistes pour vous appeler après>>. Après cela, il appelle les zemidjans et leur donne des rendez-vous qui tournent au fiasco. Malgré les multiples dénonciations, même contre le Maire, il n'a pas réagi ne serait-ce que pour interpellier le type. Cela montre qu'il en est complice et c'est sous sa coupe que Barthélémy a agi en faux syndicaliste.

Zimé Moucé

Page Inter

Aggravation de la crise en France : La cinquième république est morte !

La crise ouverte par la dissolution hasardeuse par Macron de l'Assemblée nationale s'approfondit chaque jour. En effet, les résultats des urnes à l'issue du second tour des élections législatives du dimanche 7 juillet 2024 donnent la majorité au Nouveau Front Populaire dont le programme prend en compte la satisfaction de certaines revendications objet des luttes des ouvriers et des masses populaires contre le pouvoir oligarchique de Macron.

La tradition républicaine qui a toujours régné dans les faits politiques en France jusque-là, indique que c'est la coalition de Partis ou d'Alliance de Partis qui a le plus grand nombre de députés qui désigne le Premier Ministre, Chef du Gouvernement. C'est donc le Nouveau Front Populaire qui doit désigner le premier ministre, chef du Gouvernement à nommer par Macron.

Seulement dans les faits, l'oligarchie financière n'a conçu la 5^{ème} république que dans l'assurance de gouverner tout en étant minoritaire. Les cohabitations précédentes n'étaient admises par elle qu'avec l'assurance que ses intérêts sont sauvegardés. Ainsi, Macron, dont le camp minoritaire à l'Assemblée nationale mais avec le plus grand nombre de députés après sa réélection en 2022, a désigné le premier ministre dans ce clan minoritaire (Mme Borne, puis Attal) pour imposer les mesures impopulaires, chères à l'oligarchie, comme la retraite à 65 ans pour les salariés et les cadeaux aux grands patrons.

Ainsi, face à la victoire du Nouveau Front Populaire, l'oligarchie financière, française et européenne, aux abois se lance dans les mises en garde à Macron. Le grand patronat, le MEDEF s'élève contre le programme du Nouveau Front Populaire : Abrogation de la loi sur la retraite, sur la réforme assurance chômage ; augmentation du SMIG à 1600 €, programme populaire qui a justement permis la victoire du Nouveau Front Populaire.

Alors, contre toute tradition démocratique, Macron après deux mois de tergiversations nomme le 05 septembre dernier Michel Barnier, Premier Ministre, un élément de droite, fidèle à l'oligarchie française et européenne.

C'est une provocation contre la classe ouvrière et le peuple qui ont voté pour un programme connu de tous. La leçon, claire, c'est que les urnes ni les clauses constitutionnelles en vigueur, celles de la 5^{ème} République ne règlent plus la gouvernance. Aussitôt, les appels à manifestation sont lancés. Le samedi 7 septembre 2024, des dizaines de milliers de gens se mobilisent, se rassemblent et descendent dans les rues dans plus de 150 villes de France. Des Partis politiques et des organisations sociales sont de la partie pour protester. Sur les banderoles pendant les défilés on lit : « Macron destitution ! », « Stop au coup de Force de Macron ! », « Election volée ! », « Déni de démocratie ! », etc.

Ces manifestations confirment, par l'expérience pratique de la classe ouvrière et du peuple français, l'épuisement de la démocratie libérale et surtout la fin de l'échafaudage de la 5^{ème} République mis en place par le Général de Gaulle. Autre chose est appelée ; et les luttes des travailleurs montrent les voies pour l'atteindre.

Afi Tossou

**Les voies électorales pour la
restauration de la démocratie
et du patriotisme au Bénin sont
fermées
Levons-nous et Sortons du
SYSTEME AUTOCRATIQUE DE
PATRICE TALON !**